

Rapport final
Ateliers avec des
jeunes filles immigrées

Projet spécifique dans le cadre du projet pilote
"Politique de la jeunesse et lutte contre l'exclusion" du Forum Jeunesse



Rapport final

Ateliers avec des
jeunes filles immigrées

Projet spécifique dans le cadre du projet pilote
"Politique de la jeunesse et lutte contre l'exclusion" du Forum Jeunesse

Luxembourg, le 10 février 1995

n. réf.: JX 95/0192/tr

Rapport final

Ateliers avec des jeunes filles immigrées

Projet spécifique dans le cadre du projet pilote
"Politique de la jeunesse et lutte contre l'exclusion"
du Forum Jeunesse

Sommaire

INTRODUCTION

I. DONNEES GENERALES

- A) Historique d'Inter-Actions Faubourgs
- B) Zone d'intervention
- C) Profil des jeunes
- D) Participants au projet
- E) Mode d'intervention

1) Methode

- Phase I : Prise de contact
- II : Stabilisation et structuration
- III : Intégration dans les structures

2) Rapport sur avancement du projet

- a) Prise de contact
- b) Stabilisation et structuration

II. DONNES OPERATIONNELLES

- A) Identification des besoins des jeunes
- B) Facteurs et mécanismes d'exclusion
- C) Identification des besoins rencontrés par le projet
- D) Recommandations politiques

III. EVALUATION

- A) Impact sur le développement du projet
- B) Mise en réseau - échanges
- C) Conclusion
 - 1. par rapport au projet global
 - 2. par rapport au projet sur le terrain

IV. RAPPORT FINANCIER

INTRODUCTION

"Les mots ne sont que les cailloux repères, ils ne sont pas le chemin".

Le projet "Politique de la jeunesse et lutte contre l'exclusion" a été pour nous une formidable occasion pour attaquer un déséquilibre que nous avons constaté au niveau de la fréquentation de nos maisons des jeunes : on accueillait beaucoup plus de jeunes gens que de jeunes filles. Cela nous semblait être en relation avec leur statut d'immigré, avec leur culture d'origine, avec les principes éducatifs des parents mais aussi avec notre conception des maisons des jeunes, notre organisation et notre programme. Il fallait réfléchir plus en profondeur sur cet déséquilibre et expérimenter des voies susceptibles d'y remédier. Le projet nous en a donnée les moyens et a ainsi permis de dégager un chemin.

I. DONNEES GENERALES

A) Historique d'Inter-Actions Faubourgs

A partir de décembre 1977, une équipe de trois travailleurs sociaux a fait son stage de quatrième année dans le quartier du Grund en vue de l'obtention de leur diplôme d'Etat d'assistant social. C'est l'origine du travail communautaire au Grund.

D'octobre 1978 jusqu'à fin mars 1980, ils se sont engagés dans un projet d'étude sur les problèmes de la pauvreté persistante réalisé par le G.E.P.P. dans le cadre du 1er programme de lutte contre la pauvreté initié par la Commission Européenne. Ils avaient dans le cadre de cette étude l'occasion de poursuivre le travail au Grund.

Pour réaliser une meilleure coordination de leurs travaux, les trois assistants sociaux, ensemble avec d'autres personnes intéressées, ont créé en 1979 une association sans but lucratif du nom d'Inter-Actions Faubourgs avec comme objectif l'élaboration de structures sociales pour le quartier du Grund avec l'aide et au profit de ses habitants.

L'association est indépendante des points de vue idéologique et confessionnel.

Inter-Actions Faubourgs :

- se considère comme un élément dynamique dans une société soumise à de perpétuels changements;
- a pour objectif principal la réalisation d'un travail social avec des groupes de population défavorisés;
- met, pour la réalisation de cet objectif, l'accent sur le travail social communautaire dont l'action est à la fois préventive et curative et donne aux membres de groupes marginalisés la possibilité d'intervenir activement dans la structuration de la société et la création de services à leur profit;
- tâche d'optimiser son travail par une remise en question permanente des objectifs et des méthodes de travail par des évaluations régulières.

Suivant une convention "Foyer de Jour", signée entre le Ministère de la Famille et Inter-Actions Faubourgs asbl, trois permanents sont engagés à partir du 1er mai 1980 pour réaliser ce travail social communautaire.

A partir de 1980 l'association s'est intéressée au problèmes du chômage des jeunes. Une firme Polygone sàrl a été créée pour la remise au travail de jeunes chômeurs.

La participation, en 1985, au 2ième programme européen de lutte contre la pauvreté a permis de stabiliser et d'élargir ce domaine en créant plusieurs structures de remise au travail et de suivi pour les jeunes chômeurs.

A la suite les activités se sont élargies à d'autres quartiers et d'autres aspects du travail social. Ainsi peuvent d'être distingués actuellement 3 domaines distincts : le travail de quartier (s'appuyant sur des foyers pour enfants ou des maisons de jeunes); la remise au travail de jeunes chômeurs (formation, suivi, entreprises socio-économiques) et le service endettement (voir organigramme en annexe 1).

B) Zone d'intervention

Pour le présent projet, nous intervenons dans trois quartiers défavorisés de la ville de Luxembourg : le Grund, la Gare et le Pfaffenthal.

Ces trois quartiers vivent une concentration importante d'immigrés; avec une majorité de Portugais et de Cap Verdiens (voir annexe 2, Les Portugais au Luxembourg). La qualité des logements est généralement très faible, l'infrastructure urbanistique souvent déficiente et le niveau des écoles de quartier très bas.

Au fil des années, I.A.F. a crée dans ces quartiers des maisons d'enfants (destinées a accueillir des enfants de 4 à 13 ans) et des clubs (maisons) de jeunes. Ces derniers sont fréquentés surtout par des jeunes de sexe masculin. Il se pose actuellement la question des loisirs pour les jeunes filles et celle de l'intégration d'une offre aux filles dans le cadre des clubs existants.

C) Profil des jeunes

Le projet est certainement une contribution à l'intégration des communautés immigrées. Il s'adresse donc à toutes les jeunes filles, luxembourgeoises ou immigrées, en prêtant une attention particulière aux jeunes filles de nationalité portugaise, ayant entre 13 et 18 ans. Pour la plupart, elles sont encore étudiantes et l'école représente leur occupation essentielle. Elles ont rarement une autre activité.

Les parents insistent à ce que les filles suivent les cours de portugais organisés par les autorités portugaises pendant les après-midi libres. Ils accordent donc beaucoup d'importance à l'école et ne considèrent pas les loisirs comme utile à l'intégration de leurs filles.

Dans un esprit de tradition, les parents protègent excessivement leurs filles. Le risque de la maternité de la jeune fille représente pour la famille une inquiétude constante qui les amène à réduire l'espace de liberté qu'ils pourraient accorder à leurs filles.

Le graphique en annexe (annexe 4) présente la répartition par nationalité des jeunes filles âgées de 15 à 24 ans. Les jeunes filles portugaises sont le groupe le plus important dans les trois quartiers (40,1%; 46,3%; 47,0%). Il dépasse largement le deuxième groupe, les jeunes filles luxembourgeoises (14,5%; 27,8%; 34,9%). Le graphique reflète également la situation partielle du quartier de la Gare qui fonctionne en partie comme "quartier de première installation" pour les familles immigrés. Il recrute une grande diversité de nationalités.

D) Participants au projet

Les trois quartiers dans lesquels nous intervenons ont déjà une structure : une maison d'enfants, un groupe de jeunes, des éducateurs et un responsable qui y sont affectés. Nous travaillons en collaboration avec ces intervenants car ils connaissent les habitants, leurs besoins, leurs problèmes, leurs habitudes.

Pour le projet deux éducatrices graduées ont été engagées à partir du 17.10.1994 à raison de 10 h/semaine chacune. La guidance du projet est réalisé dans le cadre d'une réunion hebdomadaire avec un membre de la direction.

Enfin, il y a les jeunes filles qu'il s'agit de soutenir et il y a les parents qu'il faut convaincre.

Les jeunes filles ont pu participer aux choix des activités proposées et partiellement à la préparation des activités en prenant en charge différentes tâches.

E) Mode d'intervention

1. Méthode

Le mode d'intervention prévu était le suivant :

Phase I : Prise de contact (du 17.10.1994 au 30.11.1994)Prise de contact avec le quartier

- échange avec les collaborateurs d'I.A.F. sur place
- échange avec des gens qui ont plus de contact avec les jeunes filles

Prise de contact avec les jeunes filles

- A) - quelles jeunes filles viennent dans la/les structures existantes
- contacter ceux-là, élargir à leur cercle de contact
 - comprendre leurs préoccupations, proposer des activités adaptées
- B) - proposer des activités que vous jugez bonnes en fonction des informations recueillies
- faire une forte publicité (dépliants, porte à porte, etc) convaincre les parents
 - si des jeunes filles se présentent nouer le contact, surtout avec celles qui ne sont pas connues
 - trouver les activités qui marchent et les stabiliser (programme)
- C) - se réserver 1 heure pour circuler dans le quartier
- essayer de nouer contact avec les filles (en distribuant des dépliants p.ex.)

Les points A,B et C sont à traiter en parallèle. Les activités sont à organiser de tel manière que le quartier (resp. les parents) peuvent les "voir" (ex.: partir du pont; photo dans journal ...)

Phase II : Stabilisation et structuration (du 1.12.1994 au 15.2.1995)

- réajuster les activités
- structurer sous forme de programme
- sonder la cohérence des groupes de filles, leur donner confiance
- discuter avec elles les possibilités d'intégration dans les structures existantes.

Phase III : Intégration dans les structures (du 16.2.1995 au 15.4.1995)

- définir des plages de temps réservées aux filles

- définir certaines règles de "cohabitation"
- accompagner l'intégration du groupe de filles et gérer les problèmes qui émergent
- fixer avec les filles et les responsables des structures les perspectives pour l'après projet FORUM

2. Rapport sur l'avancement du projet

2.1. Prise de contact

Nous avons commencé le projet par du porte à porte; chaque responsable de quartier nous ayant remis une liste de filles susceptibles d'être intéressées.

Le support que nous avons utilisé pour entrer en contact avec les filles fut un petit questionnaire à propos de leurs besoins d'activités (voir annexe 3 : questionnaire). Nous avons répété la démarche du porte à porte ultérieurement quand nous jugions trop faible le nombre de jeunes filles touchées.

Nous avons réalisé un dépliant informatif du projet. Celui-ci permet de faire connaître notre projet dans les quartiers et au delà, parmi les professionnels de l'animation des jeunes (voir annexe 7).

2.2. Stabilisation et structuration

Pour les trois quartiers nous avons pris l'option de réaliser au début les activités avec les jeunes filles en dehors des clubs de jeunes existants. Nous comptons réintégrer ces activités plus tard, du moment que les jeunes filles et leurs parents ont pu se familiariser avec les activités.

Les jeunes filles ont pu exprimer leurs idées en répondant au questionnaire en annexe. La première réunion avec elles a toujours servi à comprendre leurs besoins et leurs contraintes et à planifier avec elles les activités futures. Intégrer les jeunes filles dans l'organisation et la préparation des activités nous semble être une bonne garantie pour réaliser des activités adaptées à leurs besoins (qui peuvent être changeants dans le temps).

Afin de parvenir à une certaine structure d'organisation de nos activités, nous avons imaginé une petite grille "agenda" permettant de planifier nos activités. Chaque fille a reçu un planning où elle inscrit à l'avance les activités qui vont se réaliser (voir annexe 6). Cette grille peut évidemment être modifiée à la demande des filles. Nous avons également laissé une place pour des activités spéciales ou des exceptions.

Actuellement, les deux groupes forment, au sens pratique du terme, un ensemble de personnes ayant des intérêts communs et un sentiment d'appartenance.

Par contre, l'intégration des jeunes filles au sein des structures existantes (club des jeunes) ne nous paraît pas possible sans certaines précautions impératives. En effet, leur groupes sont encore trop fleurissants pour trop les destabiliser. Les adolescentes de cette tranche d'âge et de cette culture ont besoin d'un espace de liberté où elles peuvent être elles-mêmes, sans une trop grande compétition avec les garçons.

Toujours en rapport avec l'exclusion, nous participons avec deux groupes, à l'action "patchwork" organisée par l'Action vivre ensemble a.s.b.l. en Belgique (annexe 3). Cette action a pour objet de sensibiliser les jeunes aux problèmes du racisme. Chaque groupe réalise un "patchwork" et est invité à se rendre à Bruxelles pour une fête où chacun va assembler son patchwork à celui des autres. Le message étant : assemblons nos différences. En effet, il nous a semblé important de sensibiliser nos jeunes filles au monde qui les entoure.

Le quartier du Grund

Un groupe de jeunes filles a été mis en place avec une bonne dizaine de filles surtout portugaises. Ce groupe a bien démarré et se réunit une soirée par semaine. Les loisirs vont de l'activité cuisine aux activités sportives.

L'ambiance de "village" qui règne dans ce quartier a facilité la prise de contact. Les parents ont, en général, indiqué qu'ils permettront aux filles de participer aux activités mais que cela ne devrait pas dépasser une soirée par semaine. Pourtant ils ont déjà toléré à des occasions exceptionnelles de dépasser cette limite.

Le quartier de la Gare

Un petit groupe de quelques filles portugaises très motivées s'est crée pour réaliser des activités. Elles ont dressé une liste de leurs copines susceptibles de participer aux activités. Le groupe s'est élargi et s'est bien stabilisé au fil des semaines.

Le quartier de la Gare est plus difficile d'approcher. La population est un peu "anonyme" et les contacts entre habitants sont plus réduits que dans les autres deux quartiers. Si au début nous avions prévu que ce quartier nécessiterait un investissement en temps supérieur aux autres, ceci ne s'est pas produit en réalité.

Le quartier de Pfaffenthal

Une première soirée de rencontre a été organisée. Cependant ce soir là nous n'avons rencontré que très peu de jeunes filles. Celles-ci, nous ont assuré qu'elles n'auraient pas de problème à convaincre leurs copines à se joindre à l'initiative.

Le contact avec les habitants du quartier était assez facile et nous espérons élargir le groupe rapidement. Au fil des semaines, nous n'avons cependant pas réussi à stabiliser un groupe.

Après avoir réalisé les mêmes démarches que pour les deux autres quartiers, nous n'avons pas pu dépasser le stade de contacts individuels et irréguliers. Nous avons décidé d'organiser deux activités exceptionnelles : ski de fond en Belgique et visite de Trèves en Allemagne, les deux à une semaine d'intervale, pour faire passer l'information nous avons mis 200 invitations dans les boîtes aux lettres de tout le quartier.

Ces activités n'ont pas eu plus de succès que les précédentes. Il est manifeste que nous n'avons pas encore trouvé le moyen adéquat pour sensibiliser les filles et pour lever les blocages qui les excluent. Nous réfléchissons actuellement comment rectifier notre démarche afin de réussir notre objectif également dans ce quartier.

Les réflexions faites dans le chapitre II concernent donc plutôt les deux quartiers qui fonctionnent, à savoir le quartier de la Gare et du Grund.

II. DONNEES OPERATIONNELLES

A. Identification des besoins des jeunes

Par le biais de différentes activités réalisées, très vite nous nous sommes rendues compte que les jeunes filles ont un besoin important d'être informées à propos de différents sujets actuels dans notre société, par lesquels certains ont l'impression d'être submergées. Ces sujets sont (dans le désordre) : contraception, sida, sexualité et affectivité, drogue, droit des jeunes. Elles ont également besoin d'être reconnues en tant que personnes, capable de réaliser quelque chose toutes seules. Nous allons dans des semaines à venir leur présenter certaines cassettes vidéo réalisées par la Communauté Française de Belgique ainsi que des associations canadiennes.

Ces vidéos fourniront, outre l'information une amorce à certains débats de conversation.

B. Facteurs et mécanismes d'exclusion et lutte contre l'exclusion

L'exclusion des jeunes filles dans notre projet se passait à différents niveaux :

- les parents : en voulant conserver certaines valeurs traditionnelles et en surprotégeant les filles, ils les excluent de la société dans laquelle elles vivent,
- les clubs de jeunes déjà existants : étant fréquenté essentiellement par des garçons, ceux-ci inconsciemment mettent en place un mécanisme d'exclusion des filles (organisations d'activités aux intérêts masculins...).
- le quartier : ces jeunes filles habitent dans les trois quartiers les plus défavorisés de la ville, deux d'entre eux sont géographiquement en bas de la ville et le troisième est la Gare, quartier que l'on peut qualifier de "quartier transit".

C. Identification des besoins rencontrés par le projet

Nous pensons que la saison fût un facteur incommode pour notre projet, l'été aurait facilité nos démarches. En effet, lorsqu'il fait beau les gens sont plus à l'extérieur, il fait clair plus tard et nous aurions eu plus facile d'aborder les jeunes.

Le temps de travail qui nous était alloué (2 fois 10 heures/semaine) ne suffisait pas, surtout au début quand les premières activités ont été réalisées par les deux animatrices ensemble.

Jusqu'à présent nous avons profité des locaux des foyers de jours ou des maisons de jeunes quand ceux-ci étaient inoccupés. Pourtant il nous semble important que les groupes de filles puissent s'identifier à un lien (un local aussi modeste soit-il) afin de stabiliser davantage leur sentiment d'appartenance.

D. Recommandations politiques

Sur le plan politique, c'est très timidement que les trois ou quatre dernières années s'est développée une réflexion sur les maisons des jeunes. Le travail avec des jeunes dans des quartiers défavorisés est seulement un élément très secondaire de cette réflexion. Si déjà l'ensemble du travail avec les jeunes dispose de très maigres crédits publics, il n'en est pas mieux pour le travail avec des jeunes de quartiers défavorisés. Pourtant il y a des initiatives prometteuses: certaines associations ont créé des structures, certaines communes s'intéressent de plus près à leurs jeunes, certains départements ministériels interviennent financièrement.

Ce qui fait défaut est un concept global pour le travail avec les jeunes englobant le travail dans les quartiers défavorisés. Celui-ci devrait régler les compétences des différents départements ministériels et communaux impliqués.

III. EVALUATION

A. Impact sur le développement du projet

Par notre intervention, les premiers facteurs ont évolué :

- par rapport aux parents qui suite à différentes négociations ont permis à leurs filles de se retrouver entre amies, en dehors de la maison et de l'école
- par rapport à leur besoin d'être reconnues la concrétisation du projet a fait qu' il existe aussi "un club de filles". Par là, celles-ci se sentent reconnues dans leur quartier
- par rapport aux structures existantes le débat sur l'intégration des groupes de filles est clairement posé; trouver des solutions de cohabitation sera à l'avenir inévitable.

Le 4ième facteur celui de l'exclusion est plus difficile à changer. Un quartier, défavorisé est un fait de société à un moment donné et notre projet n'y change que peu. Cependant, le fait de voir qu'il y a des personnes, des associations extérieures au quartier qui s'intéresse à eux les valorises et leur donne sans aucun doute une image plus positives de leur lieu de vie.

B. Mise en réseaux-échanges

A la suite du colloque d'octobre 1994, nous nous sommes mis en contact avec le projet de Bruxelles. Centrum-West à Molenbeck. Lors de différents échanges durant le colloque, il s'est avéré que cette association gérait également une maison pour jeunes filles. Celle-ci se nomme "La Colombe".

Nous nous sommes donc rendues sur place afin de partager notre vécu. Leur maison fonctionnant depuis plusieurs années, il était très intéressant pour nous de voir comment ils avaient évolué, depuis la création de leur projet. Nous avons également échangé des idées au sujet des activités. Cette rencontre était très motivante pour nous. Nous avons prévu un échange entre les filles de la Colombe et les nôtres. Cet échange aura lieu en mars et des filles d'un groupe similaire hollandais devraient également se joindre à nous.

C. Conclusion de notre projet

Nous sommes en général très satisfait du projet. Il répond à un réel besoin et ne peut que se poursuivre en évoluant vers de nouvelles perspectives.

1. Conclusion par rapport au projet global

1.1. Organisation

Le déphasage entre le déroulement sur le terrain et les limites imposées par les rapports n'est pas rassurant.

1.2. Echanges

Mettre en pratique des échanges est parfois difficile pour des projets en phase de démarrage qui concentrent leur énergie sur le terrain. Il serait utile si un projet global prévoiè des aides concrètes à ces échanges et attribue aux échanges un caractère plus obligatoire.

2. Conclusion par rapport au projet sur le terrain

En faisant la rétrospective sur les premiers mois du projet nous sommes d'avis que quelques éléments auraient pu être abordés différemment:

- l'échange entre les deux collaboratrices du projet et les collaborateurs des structures existantes aurait pu être plus structuré. Cela aurait pu provoquer une meilleure collaboration et préparer avantageusement les structures existantes à l'intégration des groupes de filles
- la promotion du projet par des dépliants aurait pu se réaliser plutôt et faciliter le travail d'intégration
- la visibilité du projet dans les trois quartiers aurait pu être réalisé avec plus de conséquence afin de faciliter l'acceptation du projet.

IV. RAPPORT FINANCIER

Veillez trouver en annexe (annexe 5) la formule.

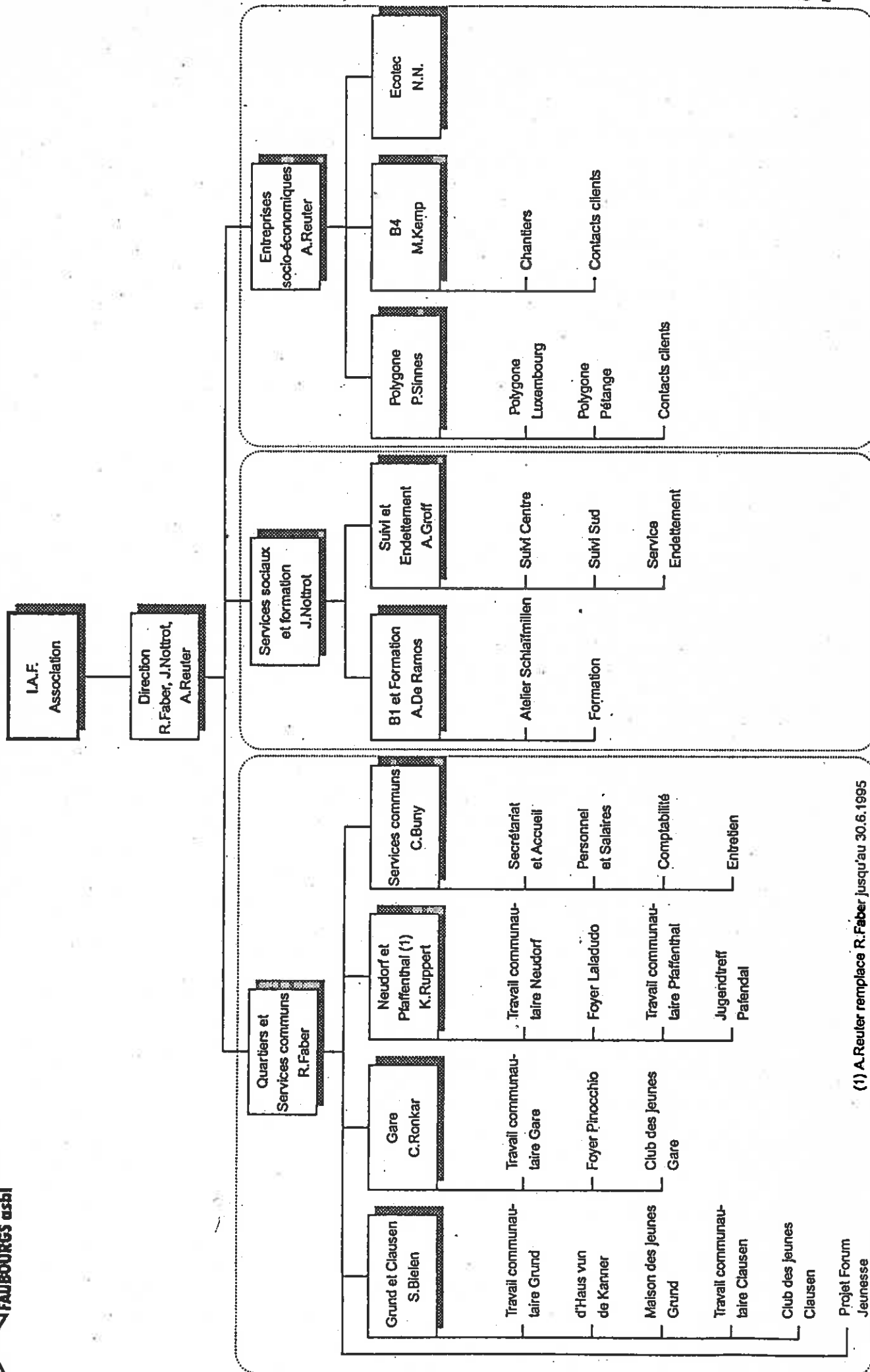
Bibliographie

- Bibliographie : 1) Véronique Wirth :
"Le travail communautaire au quartier du
Grund" mémoire 1993/1994
- 2) Ville de Luxembourg :
Statistiques du recensement fiscal du
17.10.1994
- 3) Inter-Actions Faubourgs :
Travail communautaire avec les jeunes
dans les quartiers
- Eléments d'un concept - 31.5.1994

Annexes

- Annexe 1 : Organigramme d'Inter-Actions Faubourgs a.s.b.l.
- Annexe 2 : Les portugais au Luxembourg
- Annexe 3 : Questionnaire : Animation pour jeunes filles
- Annexe 4 : Répartition par nationalité des jeunes filles
- Annexe 5 : Formulaire : Dépenses et recettes
- Annexe 6 : Grille-agenda
- Annexe 7 : Dépliant informatif
- Annexe 8 : Action "Patchwork"

Organigramme à partir du 1.1.1995



(1) A.Reuter remplace R.Faber jusqu'au 30.6.1995

UNE IMMIGRATION RÉCENTE

LES PORTUGAIS AU LUXEMBOURG

Partir

Depuis le temps des découvertes portugaises, c'est à dire le 15^e siècle, les Portugais ont migré: les terres portugaises en Afrique, puis le Brésil ont été les destinations privilégiées.

Ce n'est qu'au 20^e siècle que l'Europe s'y est jointe.

Une émigration massive au sein de l'Europe s'est produite sous l'effet de plusieurs facteurs parmi lesquels il faut citer: l'oppression du régime fasciste (48 ans de dictature!), la situation de misère dans laquelle se sont trouvés nombre de petits paysans, ainsi que l'attrait et l'appel des pays d'Europe industrialisés.

L'émigration en l'Europe, essentiellement la France, était largement clandestine, au moins à ses débuts. Cette clandestinité arrangeait le régime portugais qui était débarrassé d'un potentiel de mécontents et recevait des devises nécessaires pour sa politique militaire dans les colonies. Elle arrangeait aussi de nombreux employeurs et logeurs peu scrupuleux.

De nos jours, 2,8 millions de Portugais résident à l'étranger, 38% dans la CE, dont la majorité en France.

Appel du Luxembourg

A la fin des années 50 la majorité de la main-d'oeuvre étrangère du Grand-Duché est italienne.

Elle est caractérisée par sa forte rotation et par son taux élevé de masculinité.

Au début des années 60, le besoin de main-d'oeuvre augmente fortement au Luxembourg et ce pour plusieurs raisons:

- le retour des Italiens;
- la baisse de la natalité des Luxembourgeois;
- le boom économique.

Le gouvernement luxembourgeois veut stabiliser la main-d'oeuvre étrangère en favorisant la réunification familiale. Prévu pour les Italiens, ces mesures n'auront plus guère d'effets pour eux, mais vaudront pleinement dès le début pour les Portugais.

Ceci aura pour conséquences: l'apparition de nombreux enfants étrangers dans l'école luxembourgeoise, de nouveaux besoins en logement, l'apparition publique des immigrés à travers tout le pays.

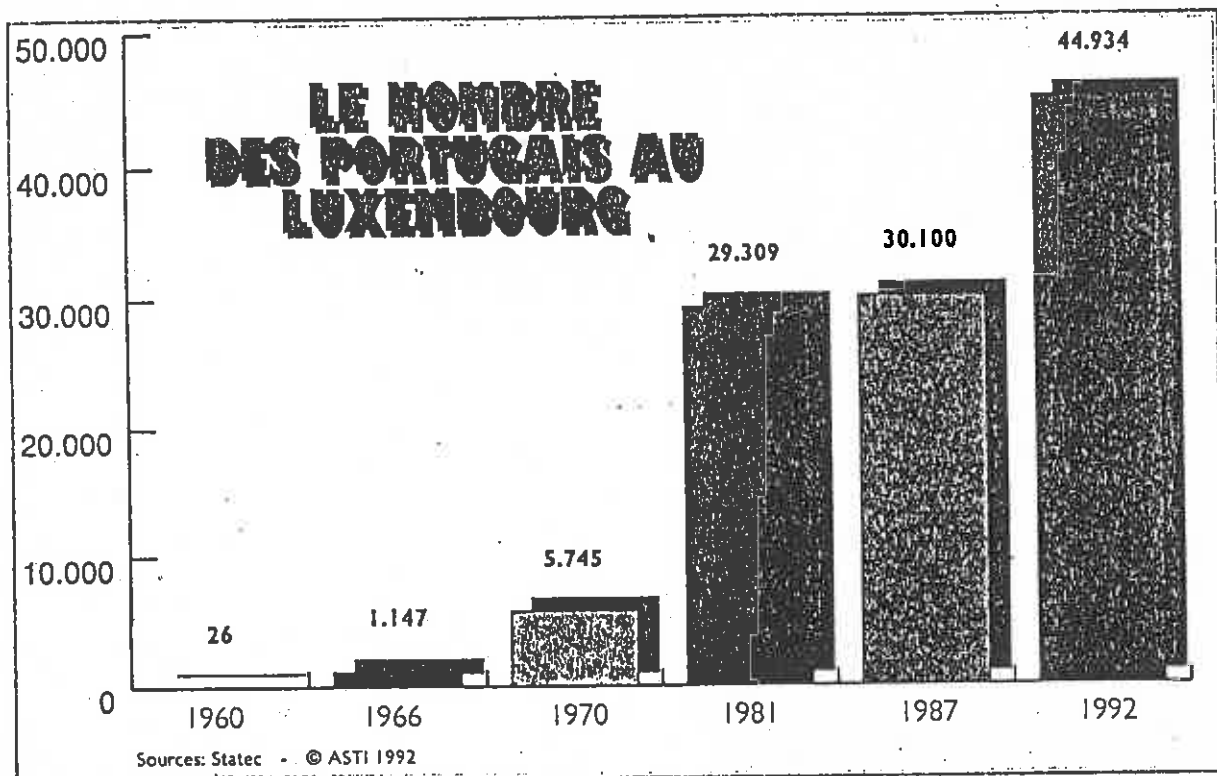
Les autorités luxembourgeoises essaient de gérer la situation par un accord de main-d'oeuvre avec le Portugal, en légiférant en 1972 sur les permis de travail, le séjour et l'expulsion (*loi Schaus*).

Accueil du Luxembourg

Avant le début de l'immigration des années 60 il n'y avait eu que de temps en temps un ou deux Portugais «égars» au Luxembourg.

Les exigences économiques et démographiques faisaient appel à une nombreuse main-d'oeuvre: la venue massive, rapide et partiellement clandestine des Portugais était une réponse. Pour gérer cette situation il y avait:

- des autorités consulaires portugaises, représentantes d'un régime dictatorial plus soucieuses de contrôler leurs ressortissants par leur police secrète (PIDE) que de les aider;
- un Service Social de l'Immigration du Ministère de la Famille sans moyens véritables;
- un système scolaire non préparé à l'arrivée massive d'élèves étrangers;
- un marché de logement social locatif quasi inexistant.



Tout ceci facilitait les filières pour le Luxembourg, l'exploitation honteuse des logements, souvent à caractère de taudis, l'échec scolaire programmé, comme s'interrogeait "ONS STAD" dans son numéro 20.

Des Portugais partout

A la différence des Italiens, concentrés dans le bassin minier et dans la capitale, on retrouve des Portugais à travers tout le pays.

Des Portugais pour tout

Sil la concentration des ouvriers portugais est la plus forte dans le bâtiment et les travaux publics, ils ont investi d'autres secteurs: l'hôtellerie, les services, mais aussi le commerce comme indépendants. Depuis une demi-douzaine d'années se sont joints les fonctionnaires communautaires.

Les luso-luxembourgeois de demain

Les Portugais constituent une partie importante de la jeunesse du Luxembourg. Envisageant de plus en plus leur avenir au Grand-Duché, on les entend souvent dire, en va-

cances au Portugal: Retournons chez nous ... au Luxembourg'.

Rassemblement et ouverture.

La vie associative (football, folklore, etc.) permet aux Portugais de se retrouver entre compatriotes. Le pèlerinage annuel à la statue de la vierge de Fatima à Wiltz relève aussi, à côté de son aspect religieux, de cette nécessité de se retrouver.

D'autres initiatives, montrent la volonté d'ouverture: participation à la vie syndicale, participation au sein du CLAE, lors du Festival de l'Immigration, etc. Quelques initiatives se font jour aussi au niveau local.

L'obstacle principal à cette cohabitation plus active semble résider dans ce que CORDEIRO et ARSU considèrent comme étant la principale raison de l'absence de conflits: étrangers et luxembourgeois vivent dans des mondes à part, sans contacts.

Bibliographie

- Lëtzebuerg de Lëtzebuerg - ASTI - Binsfeld 1985
- Immigration - Luxembourg - Cordeiro 1975
- Intégration et Assimilation des Portugais au Luxembourg - ARSU 1987
- Les femmes portugaises immigrées au G.D. de Luxembourg. Zucconi Laura, 1990 (mémoire)



Animation pour jeunes filles !

Martine et Isabelle te proposent diverses activités :

Sport

- Jogging
- Volley
- Natation/Sauna
- ... (Ta proposition)

Activités manuelles



- Bricolages (bracelets brésiliens, pâte à sel, peinture, poterie, ...)
- Cuisine
- ... (Ta proposition)

Activités d'expression



- Théâtre
- Expression corporelle
- ... (Ta proposition)

- Mimes
- Danse



Activités extérieures

- Pic nic
- Auto pédestre
- Atelier photos
- Cinéma
- Musé / Expos
- ... (Ta proposition)



Ride scolaire



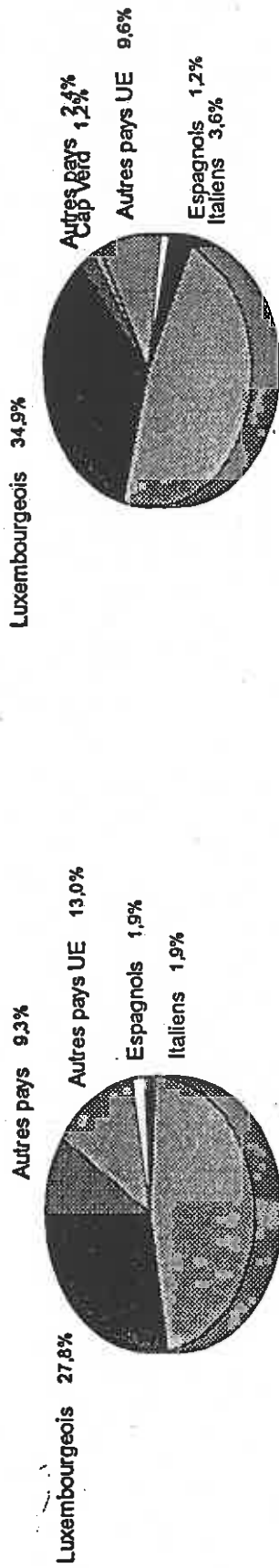
Tu peux cocher les activités qui te plaisent et / ou en proposer d'autres !!!

A bientôt,

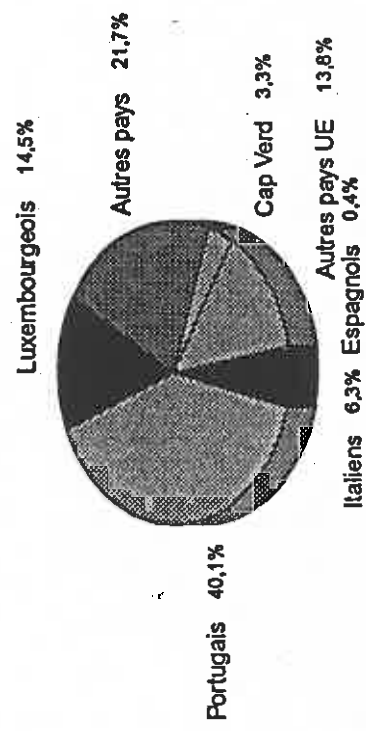
Martine et Isabelle

Répartition par nationalité des jeunes filles (15 à 24 ans)

(base : recensement fiscal du 17.10.1994)



Quartier de Pfaffenthal



Quartier de la Gare

11/94 Projet pilote du Forum Jeunesse sur la politique jeunesse et l'exclusion sociale

Nom du projet : Inter-Actions Faubourgs a.s.b.l.
Ateliers avec des jeunes filles immigrées

n° du projet : D.94-277-15

Devise utilisée : Flux

BUDGET DETAILLE POUR L'ACTIVITE

(Veuillez mentionner les postes budgétaires qui concernent votre projet)

Dépenses

Coûts préparatoires

Réunions

Autres coûts préparatoires (détaillés)

TOTAL COÛTS PREPARATOIRES

13'482.-13'482.-

Coûts de l'activité

Achat de matériel (pt.matériel, pt.outillage, mat.didact.)

Location de matériel

Location de salles

Nourriture

Logement

Assurance

Activités culturelles (Act.socio-cult., Act. communes)

Documents (Informations aux clients)

Frais de traduction

Soutien pédagogique (personnel rémunéré ou volontaires)

Voyages (Frais de transport)

Autres

TOTAL DEPENSES D'ACTIVITES

13 500.-

9 000.-6 000.-29 500.-8 250.-285 000.-21'750.-373 000.-

Administration (poste, fax, téléphone) (F.de bur. et photoc., fr.post. et téléphone)

6 000.-6 000.-

Coûts d'évaluation (réunions, rapport)

TOTAL DEPENSES

398'482.-Revenus

Contribution du projet

Contribution des jeunes/volontaires

Contribution des fonds privés (donations, fondations)

Contribution des pouvoirs nationaux/locaux

Contribution d'autres sources européennes

Subvention du projet pilote

385'000.-13'482.-

TOTAL REVENUS

398'482.-



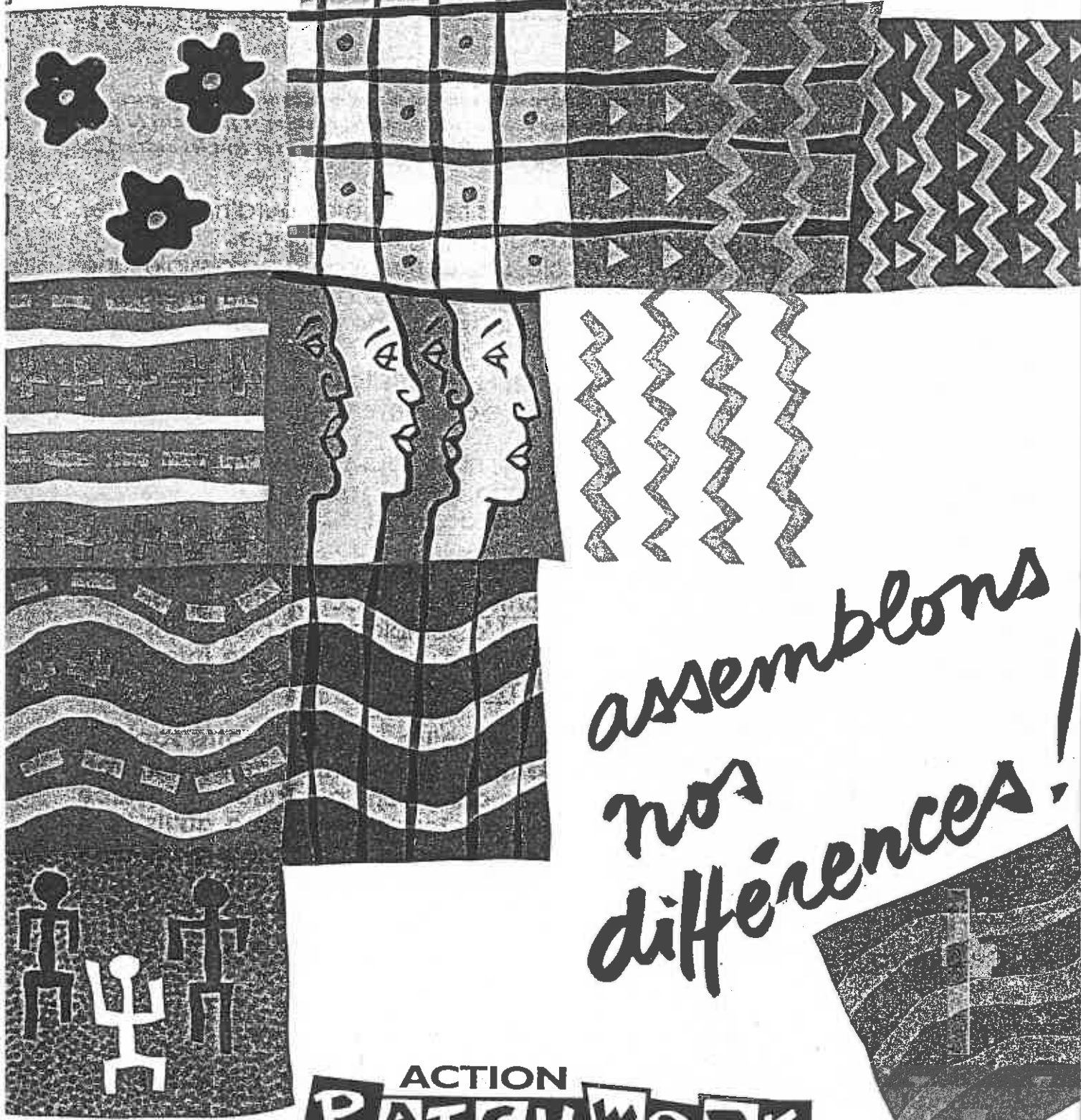
**INTER-ACTIONS
FAUBOURGS asbl**

GARE

<i>Dates</i>	<i>Activités</i>
09 janvier	Jeux de la vérité
16 janvier	Discussion
23 janvier	Patchwork essaie sur tissus
30 janvier	Réalisation du Patchwork
06 février	Sortie
13 février	Jeux de société /souper; spaghetti
20 février	
27 février	
06 mars	
13 mars	
20 mars	
27 mars	
03 avril	
10 avril	
Dates d'activités extras	9 avril : Bruxelles Patchwork 26 Janvier : Atelier Photo chez Lutgen 16 Février : Karaoke

UNITED COLOURS OF SOLIDARITY

Annexe 8



*assemblons
nos
différences!*

**ACTION
PATCHWORK**

Une initiative de
Action Vivre Ensemble, avec
le soutien du Ministère de l'Aide
à la Jeunesse et du Service de
l'Education Permanente de la
Communauté Française de
Belgique et de la Commission

Proposée par :



AFFICHEZ-MOI
exempt de timbre (code I
Ed. Resp. : Daniel Thér
32, rue du Gouvernement provisoire